



COMMUNIQUE DE PRESSE
Paris, le 15 octobre 2013

Note de conjoncture sur les finances locales :

2013, les prémices d'une nouvelle donne en matière de finances locales

La Banque Postale publie ce jour sa deuxième « Note de conjoncture sur les finances locales », qui présente et analyse l'évolution financière des collectivités locales françaises.

L'année 2013, comme 2012, peut être décrite comme une année de maintien de l'investissement malgré un repli de l'épargne brute. L'environnement économique et social est similaire à celui de 2012 avec notamment une croissance atone et un marché du travail dégradé. Le nécessaire redressement des comptes publics est toujours d'actualité et les collectivités locales y sont plus que jamais associées. Perdure également en toile de fond une réforme fiscale dont certains effets nécessitent encore des ajustements.

Par référence aux cycles municipaux précédents, 2013, dernière année pleine du mandat, aurait dû être marquée par des dépenses d'investissement particulièrement dynamiques. Ce n'est pas le cas. Si l'investissement enregistre bien une hausse (+ 1,7 %), elle est faible comparée à la moyenne des années préélectorales et elle n'associe pas l'ensemble des niveaux de collectivités locales.

Cette modération s'explique notamment par la contraction des marges de manœuvre financière des collectivités locales. Principale source de financement, leur épargne brute diminue en 2013 (- 1,2 %) pour la deuxième année consécutive, fait rare dans l'histoire des finances locales.

Malgré une progression des dépenses courantes plus faible qu'en 2012 (+ 2,7 % après + 3,1 %), l'effet de ciseaux demeure : les recettes de fonctionnement évoluent de 2,0 %, la dynamique des assiettes de fiscalité directe ne suffisant pas à contrebalancer la stabilité des concours de l'État, l'absence notable de recours au levier fiscal ou encore la nouvelle chute des droits de mutation.

En 2013, les collectivités locales s'endettent pour financer leurs investissements dans des proportions plus faibles que les années précédentes. Compte tenu des incertitudes qui pesaient sur l'accès au crédit avant 2013, certaines collectivités ont mobilisé des emprunts par anticipation en 2011 et 2012. En 2013, elles devraient utiliser davantage leur trésorerie et réduire leur recours à l'emprunt nouveau. L'encours de dette progresserait ainsi de 2,3 % pour atteindre en fin d'année 167,2 milliards d'euros.

Après cette année de « statu quo », 2014 sera marquée du sceau du Pacte de confiance et de responsabilité qui entraînera, outre une baisse inédite des dotations, une

modification de la structure des recettes des régions et des départements. La péréquation sera parallèlement renforcée pour tous les niveaux de collectivités.

Si la poursuite des efforts de maîtrise des dépenses courantes paraît s'imposer dans la construction des budgets à venir, il est à craindre que les dépenses d'investissement servent d'ultime variable d'ajustement aggravant de fait les baisses « classiques » observées lors des deux premières années des mandats municipaux et intercommunaux.

* *
*

La Banque Postale (www.labanquepostale.fr)

La Banque Postale, filiale bancaire du groupe La Poste, est une banque unique et singulière sur le marché de la banque de détail en France. Fidèle à ses valeurs d'intérêt général, de confiance et de proximité, La Banque Postale place l'accueil attentif de tous au cœur de son métier. Elle accompagne ses clients, particuliers comme entreprises, dans une relation bancaire durable, avec une gamme de produits et services accessibles, à un tarif raisonnable. Elle enrichit sans cesse son offre en s'appuyant notamment sur l'expertise de filiales et partenaires, s'ouvrant ainsi à de nouveaux domaines. La Banque Postale est accessible 24h/24, 7j/7, en tout lieu et à tout moment.

La Banque Postale, c'est :

- 5, 241 milliards d'euros de PNB
- 11,6 millions de comptes courants postaux
- 10,6 millions de clients actifs
- 446 000 clients Entreprises, Collectivités et Associations
- Plus de 7 millions de cartes bancaires
- 17 000 points de contact

Chiffres à fin 2012